

AGRESSION ISRAËLIENNE CONTRE GHAZA

L’Occident teste ses alliés islamistes

*La bande de Ghaza est au bord de l’implosion. Les raids israéliens s’y poursuivent. Les efforts diplomatiques s’intensifient dans l’espoir d’instaurer une trêve. Les islamistes — passés du statut d’opposants à celui de dirigeants dans plusieurs pays arabes — si prompts à faire de la Palestine un fonds de commerce, se retrouvent face à un sérieux test.*

**Nawal Imès - Alger (Le Soir)** - Aux commandes en Égypte, à la tête du gouvernement en Tunisie et au Maroc, les islamistes se retrouvent en première ligne. Habituels à haranguer les foules, à déchaîner les passions en évoquant le thème de la Palestine, ils doivent aujourd’hui apprivoiser la realpolitik et s’essayer à la diplomatie.

Les islamistes, plus à l’aise dans le rôle d’incendiaires que celui de pompier, sont aujourd’hui appelés à jouer les premiers rôles. La première puissance mondiale a d’ailleurs rappelé au président égyptien ses responsabilités.

Les Etats-Unis avaient appelé, dès jeudi, l’Égypte de Morsi dirigée par les Frères musulmans, mouvement dont est issu le Hamas au pouvoir à Ghaza, à exercer son influence régionale pour calmer la situation. Au lendemain de cet appel, le Premier ministre égyptien était à Ghaza s’engageant à œuvrer en faveur d’une trêve pour mettre fin aux hostilités et d’intensifier les efforts pour y arriver.

La Tunisie, avec un Premier ministre issu du parti islamiste Ennahda, tente également de trouver sa place dans l’échiquier. Le ministre tunisien des Affaires étrangères, Rafik Abdessalem, se rendra aujourd’hui à la tête d’une délégation officielle de haut niveau et en présence du directeur de cabinet de

la présidence. Le parti islamiste Ennahda, qui dirige la coalition au pouvoir en Tunisie, n’a pas attendu. Il a initié un rassemblement à Tunis où plus de 3 000 personnes ont scandé des slogans hostiles à Israël.

Un exercice dans lequel les islamistes excellent. Ils ont de tout temps usé d’un discours plus que virulent à l’égard de l’Etat hébreu. C’était du temps où ils occupaient la confortable place d’opposants qu’ils risquent rapidement de regretter.

Déluge de feu sur Ghaza

Sur le terrain, pas de répit dans la bande de Ghaza. L’armée israélienne poursuivait hier ses frappes aériennes. En dépit d’une condamnation quasi unanime, Israël maintient la pression en mobilisant ses forces armées en vue d’intensifier ses raids.

La trêve annoncée n’aura pas résisté plus de quelques heures. La région est au bord de l’embrasement. Au troisième jour de l’attaque israélienne contre la bande de Ghaza, les raids se sont intensifiés.

Les appels au calme n’ont eu aucun effet sur le gouvernement israélien qui maintient le cap, promettant même de mobiliser davantage de moyens pour réaliser ses objectifs.

Pas moins de 55 frappes aériennes ont été lancées sur des

objectifs civils depuis mercredi dernier faisant 21 morts et 235 blessés. Un bilan appelé à s’alourdir.

La trêve annoncée n’aura duré que quelques heures avant que les frappes ne reprennent. Jeudi, l’armée israélienne avait ciblé des immeubles, des habitations et des écoles à Ghaza-Ville, Rafah et Beit Lahia. Des bâtiments publics et des centres de la résistance ont également été bombardés.

L’armée a également bombardé l’aéroport international de Ghaza, à Rafah, dans la partie sud de la bande de Ghaza.

Des soldats israéliens ont tiré plusieurs obus d’artillerie sur Khan Younes, dans le sud de Ghaza, touchant une mosquée. Mercredi, huit Palestiniens dont le chef des opérations militaires du Hamas, Ahmad Al Jaabari, deux enfants et une femme ont été tués.

Hier, l’aviation a poursuivi son agression avec pas moins de 130 raids durant la nuit de jeudi à vendredi, détruisant un bâtiment administratif du ministère de l’Intérieur, servant notamment au renouvellement des passeports.

Risque d’embrasement

Hier, la région était toujours soumise à une vive tension. Aucun signe d’accalmie n’y était perceptible. Pire encore, le chef du gouvernement israélien, Benjamin Netanyahu, déclarait hier que les attaques de l’armée israélienne allaient se poursuivre et pourraient s’étendre, menaçant d’assassiner d’autres dirigeants du Hamas et de responsables de groupes de la résistance palestinienne.

Le président de l’Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, a appelé

le secrétaire général de la Ligue arabe à convoquer une réunion d’urgence pour discuter de la «dangereuse escalade israélienne et de l’agression brutale dans la bande de Ghaza».

Le Hamas, lui, dit ne pas croire aux vertus de la diplomatie. Son porte-parole a rejeté toute discussion sur une trêve avec Israël en ce moment. «Nous ne nous laisserons plus abuser par les duperies de l’occupant. Nous considérons que discuter d’une trêve en ce moment reviendrait à fournir une couverture supplémentaire à la poursuite de l’escalade contre Ghaza», disait-il hier, faisant craindre le pire dans la région.

Condamnations unanimes

Les raids meurtriers menés par l’armée israélienne n’ont pas laissé indifférente la communauté internationale qui a presque unanimement condamné.

L’Algérie a condamné par la voix du porte-parole du ministère des Affaires étrangères l’agression israélienne contre la bande de Ghaza et appelé le Conseil de sécurité de l’ONU et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités pour mettre un terme à cette escalade dangereuse. «Nous condamnons fermement l’agression israélienne contre la bande de Ghaza et nous appelons le Conseil de sécurité et la communauté internationale à assumer leurs responsabilités pour mettre un terme, dans les meilleurs délais, à cette escalade dangereuse de la violence dans une région où la situation est déjà fortement dégradée.» L’Arabie saoudite a appelé au calme et à faire prévaloir «la sagesse et la rai-

son» dans la bande de Ghaza, à «calmer la situation» et à ne pas céder à l’emportement.

Le secrétaire général de l’OCI a condamné la nouvelle agression israélienne contre la Bande de Ghaza, appelant le Conseil de sécurité de l’ONU à intervenir, n’hésitant pas à évoquer un crime contre l’humanité. «Le blocus israélien imposé au processus de construction économique et sociale de la Bande est illégal et constitue une sanction collective infligée aux 1,5 million de Palestiniens de Ghaza.»

La présidence tunisienne a également condamné l’escalade dangereuse menée par Israël dans la bande de Ghaza, soulignant que ces agressions interviennent au moment où toutes les factions palestiniennes observent le calme.

La Grande-Bretagne a, pour sa part, exprimé sa profonde préoccupation concernant la situation qui prévaut dans la bande de Ghaza. Le ministre britannique des Affaires étrangères a exprimé sa préoccupation demandant aux deux parties d’«éviter toute action qui risque d’aggraver la crise». De son côté, le président égyptien déclarait hier que «les Israéliens doivent réaliser que cette agression, nous ne l’acceptons pas et qu’elle ne peut mener qu’à de l’instabilité dans la région», ordonnant le rappel de l’ambassadeur d’Égypte en Israël.

Seule voix discordante, celle des Etats-Unis qui n’ont pas condamné l’attaque israélienne, se contentant d’appeler l’Égypte d’user «de son influence régionale pour aider à mettre fin aux violences» qui secouent actuellement la bande de Ghaza.

N. I.

MALI

La France et l’UA encouragent le dialogue

*La France fait pression sur les autorités maliennes pour qu’elles amorcent le dialogue avec les représentants des populations du Nord du Mali. De son côté, l’Union africaine (UA) a exhorté les dirigeants maliens à s’engager activement dans la voie du dialogue. Pendant ce temps-là, le médiateur dans la crise malienne, le président Burkinabé, Blaise Compaoré, réunit ensemble deux délégations d’Ansar Dine et du MNLA.*

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir)** - Convergence, donc, pour instituer un dialogue inter-malien avant que n’entrent en action les troupes de la Cédéao qui n’attendent que le feu vert du Conseil de sécurité de l’ONU.

Cet investissement dans l’effort du dialogue auquel se range même la France, présentée jusque-là comme le plus «va-t-en guerre» des pays occidentaux, a découlé de l’attitude d’Ansar Dine qui, soumis à la pression, a fini par renoncer à ses prétentions premières. Jeudi, donc, le président François Hollande s’est entretenu avec le président malien Dioncounda Traoré auquel il a demandé, selon un communiqué de l’Elysée, «une intensification du dialogue» avec «les représentants des populations du Nord qui rejettent le terrorisme».

La France, cependant, ne se rend pas à cette résolution d’appuyer le dialogue politique en abandonnant l’option d’intervention militaire, processus parvenu à son avant-dernière étape après l’adoption par l’Union africaine du projet de la Cédéao. «L’accélération de ce dialogue doit accompagner la progression des efforts africains», a insisté François Hollande auprès du président malien.

Au cours de la conversation téléphonique, le président français a également «confirmé à M. Traoré la volonté de la France qu’une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies puisse être adoptée avant la fin de l’année pour autoriser le déploiement d’une force africaine au Mali, ainsi que le demande explicitement la Communauté économique des Etats de l’Afrique de l’Ouest (Cédéao) et l’Union Africaine».

Pareillement à la France, l’Union africaine tente d’élargir la brèche pour la conduite d’un dialogue entre le pouvoir de Bamako et les mouvements, les terroristes non compris, qui contrôlent le Nord du Mali.

La déclaration mercredi d’Ansar Dine qui s’est dit prêt à s’engager dans le dialogue pour «se débarrasser du terrorisme et des mouvements étrangers» a été pour beaucoup dans cet exercice d’influence sur les autorités de transition maliennes pour qu’elles ne se braquent pas exclusivement sur l’intervention militaire.

Le président Burkinabé, Blaise Compaoré, en sa qualité de médiateur dans la crise malienne, a réuni, hier vendredi, les délégations d’Ansar Dine et du MNLA. C’est la première fois que les deux mouvements, l’un extrémiste religieux et l’autre indépendantiste laïque, sont réunis ensemble.

Blaise Compaoré tentera de faire converger les deux mouvements vers de communes revendications à négocier avec le pouvoir central de Bamako. L’intensification des efforts pour l’institution d’un dialogue inter-malien rejoint la feuille de route défendue par l’Algérie et qui consiste à décanter entre mouvements nationalistes et groupes terroristes, avant que ne s’opère l’intervention militaire. Cette dernière, appuyée par l’Algérie dans le cadre de l’Union africaine, devra ne viser que les groupes terroristes.

S. A. I.

KHERRATA, GUELMA, SETIF, GHAZA

Marcel Khalifa et l’émir du Qatar

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

*Marcel Khalifa rappelle l’Europe à ses responsabilités envers la Palestine en chantant Mahmoud Darwiche à Bruxelles, Israël pilonne Ghaza et à partir de Doha arme lourdement les anti-Assad en violation vulgaire du droit international. Les monarchies du Golfe et leur fer de lance actuel, le Qatar, iront-ils jusqu’à invalider la revendication d’un home pour la Palestine, fût-il Etat «Gruyère», la panthère lézardée de toutes parts, sans continuum, enclavé entre Tel-Aviv, et une, de plus en plus lointaine, l’Égypte.*

Provocation israélienne, puis riposte ghazaouie, escalade et, enfin, expéditions guerrières sur l’enclave palestinienne coincée entre un bout de la Méditerranée, une porte tantôt ouverte, tantôt fermée sur l’Égypte et un mur israélien dressé pour étouffer davantage.

Que reste-il, dorénavant, aux Palestiniens, pour défendre ce qui leur reste comme droits, reconnus plus ou moins du bout des lèvres par la communauté internationale, cette nébuleuse efficace lorsqu’il s’agit de démanteler le régime syrien, taiseuse concernant Israël, prompte à sévir ici, à se la fermer là, toujours cynique, cruelle et sans appel.

Avec comme seul marqueur, le soutien sans limites, infailible à l’Etat hébreux, Israël, Tel-Aviv... Cette communauté internationale donc affairée aux affaires syriennes depuis deux ans avec les monarchies du Golfe et le Qatar comme fer de lance sur la question, est gênée tout de même, pour l’affaire récente (encore une !) de Ghaza.

Les pétroarabes réunis à Doha avaient, l’on s’en souvient, décidé il y a une semaine d’armer lourdement l’opposition syrienne, de passer outre le droit international, d’ignorer le gouvernement légitime et légal de Bachar Al Assad et de, cerise sur le gâteau, d’ignorer l’Etat actuel syrien pour n’en référer qu’à ses opposants. Tout cela à Doha, en dehors de l’ONU, de la légalité internationale alors

même que Lakhdar Brahimi, l’émissaire onusien, n’a pas encore remis le tablier. Ce qui ne va pas tarder. Au Qatar donc, on décide que la priorité des priorités c’est d’en finir avec la Syrie, demain, sans doute, demain, c’est déjà, aujourd’hui, la guerre des guerres sera le Sahel, le Nord-Mali, jamais Israël, jamais à l’ordre du jour le droit des Palestiniens ou des Sahraouis.

L’intransigeance et l’arrogance d’Israël viennent, toutefois, rappeler l’évidence, Tel Aviv met au centre, à son corps défendant, la question palestinienne.

L’histoire est ainsi faite qui accélère les mouvements de rupture par des séquences autres que celles prévues, attendues, fixées par les observateurs.

Le 8 Mai 45, répression odieuse de la France coloniale a ouvert sur le 1<sup>er</sup> Novembre 54, les lâchetés arabes de Doha annonçant-elles le réveil militant, citoyen qui portera la libération de la Palestine ?

Marcel Khalifa chante, aujourd’hui, au Palais des Beaux-Arts, à Bruxelles, Mahmoud Darwiche, Rita, la lutte, l’espoir, la libération.

A. M.